

Unité interdépartementale des deux Savoie
430 rue de Belle Eau
73 000 CHAMBERY

Chambéry , le

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/03/2022

Contexte et constats



Publié sur

SUEZ RV Centre Est

59-65 rue de la Reveriaz

73000 CHAMBERY

Références : P4S-22-58

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/03/2022 dans l'établissement SUEZ RV Centre Est implanté 59-65 rue de la Reveriaz 73000 CHAMBERY . L'inspection a été annoncée le 08/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection est réalisée dans le cadre de l'action régionale sur la prévention des risques incendie menée par les services de la DREAL Auvergne Rhône-Alpes.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUEZ RV Centre Est
- 59-65 rue de la Reveriaz 73000 CHAMBERY
- Code AIOT dans GUN : 0006104356
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ex IED - MTD

Initialement, ces installations de tri, transit et regroupement de déchets dangereux et non dangereux étaient autorisées par arrêté préfectoral du 15/11/1996 et exploitées par la société VIGNIER et FILS. L'autorisation a ensuite été transférée à la société SITA Centre Est en 2011 (récépissé de changement d'exploitant du 29/08/2011), devenue la société SUEZ RV Centre Est suite à un changement de dénomination sociale du 1/07/2016.

Des mises à jour de l'arrêté préfectoral d'exploitation de ces installations ont été effectués et celles-ci sont désormais réglementées par l'arrêté préfectoral du 21/06/2018, délivré à la société SUEZ RV

Centre Est, complété par l'APC du 24/04/2020.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Etat des stocks de produits
- Moyens de lutte contre l'incendie
- Prévention du risque pollution par eaux extinction

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle.

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
État des matières stockées – Cas général	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 46	/	Sans objet
État des stocks – Déchets dangereux	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47 – 2	/	Sans objet
État des matières stockées – Cas général	AP Complémentaire du 24/04/2020, article 1	/	Sans objet
Connaissance des produits et déchets dangereux	Arrêté Préfectoral du 21/06/2018, article 6.1.3	/	Sans objet
Identification des risques et moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 21/06/2018, articles 6.1.2/6.2.3/6.3.2/6.4.3/6.4.4/6.4.5/6.5.1	/	Sans objet
Maintenance et test	Arrêté Préfectoral du 21/06/2018, article 6.5.2	/	Sans objet
Prévention du risque pollution par eaux extinction	Arrêté Préfectoral du 21/06/2018, articles 3.3.4/3.2.5/3.4.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est globalement bien tenu.

Les remises en conformité nécessaires suite aux précédentes inspection ont été effectuées.

Les moyens de détection, de maîtrise du risque incendie et de retention des eaux d'extinction sont conformes.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : État des matières stockées – Cas général

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 46
Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing 2022
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.
Constats : Le site reçoit et stocke essentiellement des ferrailles. Les autres déchets concernent des matières combustibles : cartons, bois, DIB. Sur le site se trouvent également deux cuves de carburants (gasoil, GNR), ainsi qu'une zone atelier couverte (mais non fermée) qui accueille les batteries (au plomb uniquement) sur une dalle. Une partie est dédiée aux DTQD (déchets toxiques en quantités dispersées) en petites quantités ; on peut y trouver des aérosols et quelques déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE). Le produit lave-glace est stocké à l'ombre, pour éviter les évaporations en cas de fortes chaleurs, et le transformateur est à l'extérieur du site. Un plan du site permet de localiser aisément les différentes zones d'entreposage des différents déchets. Les fiches de données sécurité sont disponibles auprès de l'ingénieur sécurité (vérification par sondage).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : État des stocks – Déchets dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47 – 2
Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing 2022
Prescription contrôlée : L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne. Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.
Constats : L'état des stocks est estimé quotidiennement par une évaluation visuelle en fonction de la taille des casiers, ce qui garantit le respect des quantités autorisées mais permet aussi d'organiser l'évacuation des déchets au fil de l'eau.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : État des matières stockées – Cas général

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/04/2020, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing 2022
Prescription contrôlée : Art 1 Activités exercées et niveaux présents sur le site - notamment Rubrique 2718-1 : déchets dangereux issus de déchetteries, de professionnels ou présents dans les bennes collectées en vrac - Quantité maximale susceptible d'être entreposées: batteries 25t; piles 1t; aérosols et bouteilles de gaz 2t; tubes fluorescents, emballages et chiffons souillés, filtres à huile 20t; soit un total de 48t. Rubrique 2711-2 : déchets d'équipements électriques et électroniques, volume maximal entreposé sur le site: 150m ³ . Rubrique 2714-2 : déchets non dangereux Papiers/cartons 180m ³ ; Plastiques pneumatiques 70m ³ ; Collecte sélective (papiers/cartons/plastiques) 30m ³ ; Bois 440m ³ . Soit un total de 720m ³
Constats : Le jour de l'inspection, les volumes des déchets stockés étaient les suivants : - papier 15 m ³ - déchets dangereux 20 m ³ - DIB 30 m ³ - cartons 30 m ³ - bois : A (qualité palette) 30 m ³ , B 30 m ³
Observations : Les limites fixées par l'arrêté sont respectées. Il est demandé à l'exploitant d'indiquer une équivalence entre le volume et les unités de la nomenclature afin de garantir le respect des seuils de l'arrêté.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Connaissance des produits et déchets dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/06/2018, article 6.1.3
Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing 2022
Prescription contrôlée : Article 6-1-3 : connaissance des produits et déchets dangereux L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et le risque des produits dangereux présents dans l'établissement et les équipements électriques et électroniques au rebut admis dans l'installation, en particulier: - Les fiches de données de sécurité des produits dangereux; - La documentation prévue à l'article R.534-178 du Code de l'environnement - Les fiche d'identification des déchets dangereux produits par l'établissement et notamment les déchets extraits du séparateur d'hydrocarbures et déchets dangereux issus de l'entretien du matériel (huiles usagées, liquides, chiffons souillés...). Les fûts, réservoirs et autres contenant et emballages sont étiquetés.
Constats : La liste des produits présents et leurs fiches de données sécurité ont été vues par sondage. Parmi les produits présents, on trouve du lave-glace, du carburant, des huiles, des bombes de graisse, de l'AD-blue, de la peinture, des lubrifiants. S'agissant des DEEE, ils sont stockés en petites quantités (écrans, matériel informatique). La difficulté est souvent de les identifier s'ils arrivent en mélange avec de la ferraille par exemple. Un tri grâce à la caméra permet de les isoler. Le dossier concernant le traitement des DEEE est disponible mais n'a pas été consulté.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Identification des risques et moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/06/2018, articles 6.1.2/6.2.3/6.3.2/6.4.3/6.4.4/6.4.5/6.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing 2022
Prescription contrôlée : - Article 6.1.2 : Localisation des risques Concernant le risque incendie et explosion (ATEX), l'exploitant dispose d'un plan général de l'installation, des ateliers et stockage indiquant ces risques. Les zones à risques sont matérialisées et les plans communiqués aux services de secours. - Article 6.2.3 : Consignes de sécurité - Article 6.3.2 : Prescriptions de mur coupe-feu - Article 6.4.5 : Systèmes de détection Le local abritant les déchets dangereux est équipé de détecteurs et d'alarmes incendie. - Article 6.5 : Détection et lutte contre l'incendie
Constats : Les extincteurs sont en place. Ils sont signalés et comportent l'indication de la vérification périodique (vérification par sondage). L'interdiction de fumer est signalée. Le plan du site « plan urgence SDIS », comprenant la localisation des différents déchets, est disponible et protégé à l'entrée du site. Les murs coupe-feu ont été construits. Le système de détection incendie a été installé dans le local abritant les déchets dangereux.
Observations : Les extincteurs et RIA doivent être maintenus libres d'accès et tout stationnement ou entreposage gênant est à proscrire.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Maintenance et test

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/06/2018, article 6.5.2
Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing 2022
Prescription contrôlée : Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. Les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie sont vérifiés périodiquement selon les référentiels en vigueur. L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.
Constats : Le registre de suivi périodique des équipements a été consulté. Le fournisseur, la société DESAUTEL, programme et effectue la maintenance ; les échéances sont respectées. D'après le registre : <ul style="list-style-type: none">- certains extincteurs ont été remplacés le 12 janvier 2022;- la vérification annuelle des extincteurs a eu lieu le 27 décembre 2021 (étiquette complétée également sur les équipements). Bien que la vérification concerne également les RIA, cette précision n'était pas mentionnée dans le registre;- la trappe de désenfumage a été testée le 30 novembre 2021;- la vérification des extincteurs et RIA figure sur le registre pour les années 2020 et 2019. Des exercices de formation incendie ont eu lieu en 2019 et 2020. Une action de sensibilisation sur les risques incendie a été menée auprès des équipes et des échanges avec le SDIS ont été organisés.
Observations : L'exploitant veillera à ce que le prestataire qui effectue les vérifications périodiques mentionne bien les détails de ses interventions (« RIA » par exemple) et s'assurer qu'il accède bien à tous les équipements à contrôler.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Prévention du risque pollution par eaux extinction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/06/2018, articles 3.3.4/3.2.5/3.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing 2022
Prescription contrôlée : Eaux d'extinctions incendie - Article 3.3.4 : Les eaux d'extinction d'incendie sont confinées sur le site par l'intermédiaire de la fermeture de dispositifs de disconnexion prévu à l'article 3.2.5. Les eaux d'extinction confinées sont pompées, évacuées et traitées comme des déchets dans des installations conformes à la réglementation. Une consigne, portée à connaissance du personnel d'exploitation, précise les conditions de manœuvre des vannes d'isolement et les modalités de gestion des effluents confinés. - Article 3.2.5 : isolement avec les milieux Chacun des trois points de rejets de l'établissement est équipé d'une vanne à commande manuelle permettant l'isolement des réseaux de collecte des eaux potentiellement polluées de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne. - Article 3.4.2 : Points de rejet
Constats : La rétention est garantie par la dalle de la plateforme du site elle-même. Les dalles bétons ou les enrobés (parkings, zones de circulation) sont régulièrement entretenus (contrôles lors des opérations « stock zéro »). Trois vannes d'isolement permettent de retenir les eaux pluviales qui pourraient être contaminées par un déversement accidentel ou les eaux résiduelles en cas d'incendie. Le site est compartimenté en trois zones : - zone bleue : majeure partie du site, comprenant les zones de circulation; - zone jaune : récupération des eaux usées issues de l'aire de lavage pour les engins et véhicules; - zone verte : emplacement de l'atelier. Un débourbeur-déshuileur est installé en amont de chaque vanne. Ces débourbeurs sont régulièrement vidangés et curés. La manipulation des vannes est aisée: un panneau plastifié, placé à proximité de chacune d'elle, rappelle la procédure. Les regards à soulever pour atteindre la vanne sont peints en rouge, le sens de rotation ouverture/ fermeture est inscrit sur la vanne. Des quarts d'heure sécurité sont régulièrement réalisés pour rappeler la pratique de ces gestes de sécurité.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet